**SUISSE • Un “oui” à la démocratie et aux valeurs européennes**

**Editorialiste engagé, Roger Köppel a milité dans les colonnes de la Weltwoche, son hebdomadaire zurichois, pour l’interdiction des minarets. Au nom de la lutte contre l’islam politique, Il se félicite du résultat.** Bas du formulaireHaut du formulaireBas du formulair**Zinzins chez les HelvètesZinzins chez les Helvètes****Zinzins chez les Helvètes****Zinzins chez les Helvètes****Zinzins chez les Helvètes**

**Zinzins chez les Helvètes**

**Zinzins chez le**

Un panneau "Stop" devant la mosquée - et son minaret - de Genève

**L'auteur**

Ancien rédacteur en chef du quotidien berlinois *Die Welt*, [Roger Köppel](http://www.hebdo.ch/roger_koppel__die_weltwoche_le_pire_est_38767_.html) est aujourd’hui éditeur et rédacteur en chef de l’hebdomadaire de Zurich *Die Weltwoche.*

C’est d’une seule voix que les muezzins des grands médias ont clamé leur indignation : la votation des Suisses – qui ont choisi de faire interdire par la Constitution la construction de minarets – est, selon eux, contraire au droit international, immoral et indigne d’un pays ouvert au monde. La *Süddeutsche Zeitung* [quotidien de Munich] a parlé d’un *“dommage collatéral de la démocratie directe”.* *Der* *Spiegel* et *Die Welt* [respectivement hebdomadaire de Hambourg et quotidien de Berlin]*,* exceptionnellement du même avis, ont évoqué une victoire de la peur. Un malaise diffus et des craintes imprécises auraient abouti à ce *“succès d’une netteté choquante”,* le “oui” remportant 57,5 % des suffrages exprimés [avec un taux de participation de 54 %]. Les Suisses, nous dit-on, étaient trop bêtes pour comprendre les implications de leur décision politique.

Un spectre rôde, celui de la démocratie. Qui dit démocratie dit pouvoir du peuple, et il arrive parfois que le peuple ressente et pense différemment de ses dirigeants et de leurs pythonisses médiatiques, cela fait partie des risques du métier dans cette forme de gouvernement. Les Suisses aussi ont été surpris par le vote du 29 novembre sur les minarets. Personne ne s’était attendu à ce que l’initiative triomphe par les urnes. Des semaines durant, les instituts de sondages s’étaient livrés à des pronostics détaillés annonçant la défaite. La classe politique, avec le soutien fervent de tous les grands journaux, avait orchestré une violente campagne d’intimidation. En s’opposant aux minarets, la Suisse, entendait-on, risquait de se retrouver isolée. On a interdit certaines affiches et invoqué l’ombre terrifiante d’un boycott des pays arabes. Mais les menaces n’ont pas pris : l’initiative critique envers l’islam semble avoir trouvé un écho jusque dans les rangs de la gauche et des milieux libéraux. Rarement aura-t-on vu se creuser en Suisse un tel fossé entre les élites et les citoyens ordinaires.

Mes collègues des médias s’inquiètent et font erreur : le résultat du référendum n’est pas l’expression de la peur, mais du courage. Une majorité de Suisses, en dépit de toutes les injonctions, se sont arrogé la liberté d’exprimer une autre opinion que celle souhaitée par les politiques et les intellectuels. Il faut avoir une vision bien étriquée de la démocratie pour considérer qu’un référendum ne devrait aller que dans un sens. La démocratie, c’est un pouvoir d’Etat fondé sur le choix. Il n’y a qu’en Corée du Nord ou à Cuba que les gens, si tant est qu’on leur demande leur avis, disposent d’un bulletin sans choix possible.

Les inquiétudes répandues aujourd’hui par les fonctionnaires européens ou les journalistes allemands sont tout aussi erronées : l’Union européenne en particulier, mue par son ambition de devenir un Etat, s’est transformée en un instrument de déni de la démocratie. Nombre d’institutions de Bruxelles sont conçues du haut vers le bas, et fondées sur une solide méfiance vis-à-vis de leurs propres populations. En Suisse, c’est exactement le contraire : ici, la démocratie s’est implantée en tant que mode de gouvernement fondé sur la méfiance institutionnalisée du bas vers le haut. Les initiatives et les référendums, les droits élémentaires du peuple sont l’épée de Damoclès des citoyens contre la classe politique. Ce qui est dénigré dans les journaux allemands comme des *“dommages collatéraux”* ou l’expression d’une *“peur diffuse”,* ce sont les “systèmes de contrôle” essentiels de l’un des plus anciens Etats de droit de la planète.